

La question de l'université

Fernan Carrière

La création dans les universités
Numéro 44, automne–septembre 1987

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/42823ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions l'Interligne

ISSN

0227-227X (imprimé)
1923-2381 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Carrière, F. (1987). La question de l'université. *Liaison*, (44), 56–56.

Éditorial

La question de l'université

En préparant ce dossier sur la création artistique et littéraire et l'université, nous ne pouvions passer sous silence la question de l'insertion sociale de l'université dans la communauté qu'elle dessert, particulièrement en Ontario. Reconnaissions que cette question est très complexe. Le débat se situe à plusieurs niveaux quand on soulève la question du rôle que joue, que doit ou que devrait jouer une université dans son milieu.

On a souvent reproché aux universités et aux universitaires leur indifférence à l'égard de la communauté franco-ontarienne. À ce titre, nous pourrions aussi reprocher à la communauté de ne s'être jamais véritablement intéressée à ces institutions qui sont pourtant d'une importance capitale pour son bien-être. Nous les considérons comme étant acquises à notre cause. Cette indifférence mutuelle fait bien l'affaire de l'ensemble de la communauté universitaire. Notons cependant qu'il y a des individus, des segments de la communauté universitaire qui se préoccupent sincèrement de développement communautaire.

Il n'y a pas de boucs émissaires commodes et de raisons toutes faites pour expliquer ce peu de profondeur de l'engagement des universités dans notre communauté. Par exemple, signaler que la majorité des profs ne sont pas ontariens serait oublier que plusieurs de ces profs ont pris parti pour notre communauté.

Je crois cependant que les universitaires ont des difficultés à s'identifier

à la communauté franco-ontarienne, particulièrement à l'Université d'Ottawa dans les départements des sciences humaines, des arts et de la littérature. Cela pose concrètement des problèmes pour les étudiants qui sont d'ici.

Il faut avoir fait une fois des recherches académiques sur l'Ontario français pour se rendre compte de la pauvreté de la réflexion dans les universités sur l'évolution de notre communauté. Nous en subissons directement les conséquences ici même à **Liaison** : comment est-ce possible de porter un regard critique de quelque profondeur que ce soit, sur ce qui se passe en Ontario français, sans un minimum de recherche, de questionnements, voire d'information. Nous ressentons ces lacunes à chaque fois que nous nous risquons à choisir un sujet de dossier pour la revue. Tout ce que nous pouvons faire, c'est peut-être de stimuler une amorce de réflexion sur ces sujets.

Il est tout de même ironique que l'adoption de la loi 8 force aujourd'hui la collectivité à constater le manque de ressources professionnelles pour répondre aux besoins de la population dans sa propre langue. Combien de fois avons-nous dû écouter l'ex-premier ministre conservateur, William Davis, nous expliquer que c'est parce que nous manquons de ressources qu'il ne pouvait nous offrir des services en français? Dire que nous avons exporté tant de cerveaux, principalement au Québec, justement parce qu'il n'y avait pas auparavant d'emplois à offrir aux professionnels originaires d'ici et formés dans nos universités.

Le climat culturel et intellectuel n'incitait guère non plus les individus à venir s'établir dans nos communautés. Les Franco-Ontariens se sont toujours méfiés des intellectuels. Et si je choque en affirmant que cette situation a été entretenue parce qu'elle faisait l'affaire de nos leaders autant que de la majorité anglo-saxonne, c'est sans doute parce que c'est vrai!

Il y a quelques années, lorsque je travaillais à Radio-Canada, j'ai été étonné de découvrir, suite à une enquête ardue, à quel point notre population était sous-scolarisée, surtout au niveau post-secondaire. Cette situation m'apparaissait comme étant scandaleuse. Est-il étonnant de constater le sous-développement culturel, social et économique de notre communauté? Et pourtant, je crois qu'il est stratégique pour nos institutions universitaires de s'intéresser à cette situation et de travailler à trouver des solutions pour y remédier. Mais, encore une fois, nuançons! Certaines personnes au sein de la communauté universitaire en ont conscience et œuvrent en ce sens.

La raison nous dicte qu'il serait souhaitable de rapprocher les universités de la communauté. Pourtant, c'est tout le contraire qui se produit présentement. Tout indique que nous nous dirigeons vers une confrontation entre les deux parties. Il m'arrive même parfois de la souhaiter, pour faire éclater l'abcès. Mais pour qu'il y ait rapprochement, il faudra que l'université et particulièrement l'Université d'Ottawa s'ouvre à la communauté et à ses autres institutions. Il faudrait que les universités informent la communauté de ses intentions, de ses plans, et les soumettent à un examen critique.

De plus, des attitudes doivent changer. Un premier pas dans cette direction serait que les éléments francophones au sein de nos universités cessent de se méfier les uns des autres. Pour ce faire, il nous faudrait se donner des objectifs communs. Il est peut-être précoce de parler d'université ontario provinciale. Mais, je ne peux m'empêcher d'y rêver. Et ceux qui s'en moquent présentement devraient y penser plus longuement. On l'a dit ailleurs : *le mépris n'aura qu'un temps!* Qui aurait cru il y a dix ans que nous pouvions obtenir l'autonomie de la gestion scolaire? □

Jean-Marie Carrière